



LUCIE HÉMEURY,
HISTORIENNE, INSTITUT
DES SCIENCES DU SPORT
DE L'UNIL

La chronique du CIRIS

En Argentine, le match retour du libéralisme

Depuis l'investiture du président d'extrême droite argentin, Javier Milei, en décembre 2023, le milieu sportif dénonce le désengagement de l'Etat et les menaces de privatisation. En pleine année de préparation olympique, les conditions de vie et d'entraînement des athlètes de haut niveau n'ont cessé de se dégrader, marquées par la réduction du nombre et du montant des bourses. Faute d'entretien

et de financement, les infrastructures du Centre national d'entraînement du sport de haut niveau étaient inutilisables en plein hiver austral, à quelques semaines des Jeux de Paris. En parallèle, plane la menace de la transformation des clubs en entreprises privées, une mesure soutenue par Milei et son secrétaire d'Etat au Sport, Daniel Scioli. Dans un pays où le taux de pauvreté atteint 52% de la population, les priorités de cet ancien péroniste concernent le retour des compétitions de formule 1 à Buenos Aires et la conversion des clubs de football en sociétés anonymes.

Cela fait plus de trente ans que le modèle associatif des clubs résiste aux tentatives d'imposer un modèle entrepreneurial libéral. L'enjeu ne concerne pas que le football, car en Argentine la plupart des clubs sont des associations multisports, sociales et culturelles. Ces institutions proposent à leurs *socios*, leurs adhérent-e-s, ainsi qu'aux habitant-e-s du quartier, des services variés. Espaces de sociabilité et de vie politique locale, les clubs, depuis leur fondation, ont pallié et pallient encore les carences

des pouvoirs publics. S'ils deviennent des entités privées qui privilégient la rentabilité et les profits, de nombreuses disciplines sportives risquent de ne plus être proposées.

A un moment où l'Etat réduit son soutien au sport, c'est tout le mouvement sportif local qui risque d'être profondément déstabilisé. Or, depuis la mise en place d'une première ébauche de politique sportive sous le gouvernement de Juan Peron, entre 1946 et 1955, l'engagement de l'Etat en faveur du sport n'a jamais été un acquis en Argentine.

Le péronisme visait, entre autres, à répondre aux demandes de la Cadcoa, la Confédération argentine des sports, reconnue comme Comité olympique argentin. Depuis sa création dans les années 1920, l'organisation souffrait du manque chronique d'argent pour mener à bien ses missions, en particulier pour financer l'envoi d'une délégation aux Jeux olympiques. Un comble pour un pays membre fondateur du Comité international olympique et dont le milieu sportif est l'un des plus dynamiques d'Amérique

latine au début du XXe siècle. Soucieux de redorer son image internationale grâce à ses champions, le gouvernement péroniste met en place un programme inédit en faveur du sport. Celui-ci vise trois objectifs: financer les organisations et les athlètes dans tout le pays, démocratiser la pratique à travers des programmes sociaux et éducatifs et, enfin, construire des équipements modernes afin d'accueillir de grandes compétitions internationales.

La massification de la pratique, encouragée dès le plus jeune âge pour les garçons comme pour les filles issu-e-s des classes populaires, doit permettre de repérer et former les futurs athlètes de haut niveau, et d'améliorer l'état sanitaire général de la population. Pour Peron, le sport est encore trop souvent réservé aux élites. Le gouvernement confisque les installations des clubs qui refusent de diminuer le montant de leurs cotisations d'entrée et les confie à des groupes partisans. En septembre 1955, un coup d'Etat militaire renverse le péronisme et met un frein brutal à son programme sportif.

La Confédération argentine des sports

passé sous le contrôle de la junte et son président est mis en prison. Les subventions sont suspendues et le milieu sportif est soumis à une vaste enquête à l'issue de laquelle entre 150 et 200 athlètes sont interdits de compétition. Ces décisions vont entraîner un long repli des sports amateurs et un effondrement des performances argentines aux Jeux olympiques. Seuls 32 athlètes sont envoyés à Melbourne en 1956, contre 242 à Londres en 1948 et 134 à Helsinki en 1952. Il faudra attendre plus de cinquante ans pour que l'Argentine gagne à nouveau une médaille d'or, aux Jeux d'Athènes en 2004, en football...

Le projet de Milei est une nouvelle étape dans la bataille idéologique qui oppose deux visions du sport depuis près de 70 ans: l'une commerciale et entrepreneuriale, entre les mains du secteur privé; l'autre sociale et populaire, soutenue par les fonds publics. Cette dernière résiste pour l'instant, mais dans un contexte de crise économique et de polarisation politique croissantes, l'avenir du sport argentin reste toujours plus incertain. ■